

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 21 mai 2022.

Dans la rubrique : Au secours, tout ce que je mange est peut-être contaminé, on va tous mourir !

Rappel massif : Ce produit que vous avez certainement dans votre frigo doit être ramené d'urgence - 750g 20 mai 2022

Aujourd'hui, les rappels concernent certains filets de hareng doux fumés vendues dans différentes enseignes de grandes surfaces partout en France. Quels sont les risques, quelles charcuteries sont concernées et que devez-vous faire ? Restez avec nous, on vous dit tout.

Après les pizzas Buitoni, certains bouillons cube et certains chocolats Kinder, c'est au tour de certains produits de la mer de faire l'objet de rappels.

JC - Dans un autre article du mois d'avril, ils expliquaient qui est à l'origine de ce qu'on peut appeler une campagne hystérique de révélation de soudaines contaminations avérées ou douteuses de produits alimentaires en tout genre : N'importe qui sur la base de n'importe quoi !

750g - Qui peut lancer l'alerte pour rappeler un produit ?

La marque peut d'elle-même décider de rappeler un produit car elle suspecte une contamination. Mais les consommateurs peuvent eux aussi lancer l'alerte lorsqu'ils considèrent qu'un produit est à risque (s'ils ont été malades après l'avoir mangé).

Quelle que soit la source, l'alerte est adressée à la Direction Départementale de la Protection des Populations (par mail ou voie postale). Si la DDPP considère que le risque est avéré, le dossier est remis à la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes. Après analyse et contrôle, la DGCCRF peut alors décider du rappel du produit.

Depuis avril 2021, le gouvernement français a même lancé Rappel conso, un site destiné à informer les consommateurs sur les produits concernés par cette mesure.

Y a-t-il des contrôles sanitaires dans les industries ?

Malgré toutes les précautions prises, le risque 0 n'existe pas.

JC - Cela ne vous fait-il pas penser au « *zéro Covid-19* » ?

Comment entretenir en permanence un climat de terreur, de psychose collective pour continuer à gouverner.

JC - Le climat est votre ennemi, tremblez !

Le Brésil frappé par une vague de froid inédite - BFMTV 20 mai 2022

Inde et Pakistan : se préparer à des canicules encore plus intenses - The Conversation 20 mai 2022

La vague de chaleur actuelle n'est pas anormale par rapport aux températures usuelles. Les suivantes risquent d'être plus intenses encore, alors que les populations sont déjà vulnérables.

Climat : au Japon, les cerisiers fleurissent plus tôt que prévu - LePoint.fr 20 mai 2022

Événement très attendu chaque année dans le pays, la floraison des cerisiers est devenue tout à fait imprévisible, rapportent nos confrères de CNN. LePoint.fr 20 mai 2022

JC – CNN et Le Point dont la bienveillance envers les peuples est bien connue, s'inquièteraient du sort des cerisiers, émouvant, n'est-ce pas ?

Quand est-ce qu'on les vitriole ?

La variole du singe s'étend en Europe - AFP 20 mai 2022

La présence de malades de la variole du singe est inhabituelle. Elle est présente en temps normale, considérée comme "*endémique*", dans 11 pays d'Afrique.

Cette maladie est une cousine moins dangereuse de la variole, éradiquée depuis une quarantaine d'année.

Ces cas ne sont pour le moment pas graves. Même s'il est tôt pour s'en assurer, ils semblent ressortir d'une souche plutôt bénigne du virus avec un taux de mortalité de 1%. Ce chiffre doit, de plus, être relativisé par le fait qu'il se rapporte à des pays en voie de développement où les systèmes de santé sont moins efficaces.

JC – Sans plaisanter, ils ont exprimé ici à haute voix un vœu. Vous aurez aussi noté « *pour le moment* », mais on ne sait jamais, qui sait, quelle aubaine ce serait !

AFP - Les autorités sanitaires se gardent, en tout cas, de dresser des parallèles avec la pandémie de Covid qui a bouleversé le monde au cours des deux dernières années. AFP 20 mai 2022

JC- Non, mais cela pourrait venir, la menace ou la tentation est latente et exprimée à demi-mot par ces monstres de cruauté.

Les cas de «variole du singe» se multiplient en Europe et en Amérique du Nord - RFI 20 mai 2022

Des cas de variole du singe détectés en France, Allemagne et au Royaume-Uni - Euronews 20 mai 2022

Variole du singe : ce que l'on sait du virus détecté en Europe et en Amérique du Nord - Euronews 20 mai 2022

Variole du singe: l'Espagne prépare l'achat de vaccins contre la variole classique - BFMTV 20 mai 2022

Voilà qui a d'ailleurs poussé le ministère local de la Santé à lancer mercredi une alerte sanitaire. Ce vaccin serait administré aux contacts des cas positifs. BFMTV 20 mai 2022

Comme les plus riches. Quand 0,1 % à 0,3 %. (OCDE) impose sa loi, c'est qu'on vit sous un régime totalitaire.

Bastien Lejeune : « Ce n'est pas être homophobe de refuser l'idéologie LGBT du transsexualisme ou de l'indifférenciation sexuelle » - lemediaen442.fr 20 mai 2022

Le journaliste Bastien Lejeune pointe du doigt l'hypocrisie autour de la polémique sur le joueur de foot Idrissa Gana Gueye qui a refusé de jouer sous le maillot LGBT, alors qu'au même moment la Fédération française de football organise la coupe du monde au Qatar, pays qui punit l'homosexualité de la peine de mort. Face à l'hystérie LGBT véhiculée par un Delormeau, Bastien Lejeune rappelle des fondamentaux : « *Ce n'est pas la même chose d'être homophobe et de refuser de cautionner ou de s'associer à une idéologie LGBT qui fait la promotion du transsexualisme, de l'indifférenciation sexuelle... Je pense qu'on a le droit d'être en désaccord et que cette injonction est stupéfiante et totalitaire.* » lemediaen442.fr 20 mai 2022

<https://lemediaen442.fr/bastien-lejeune-ce-nest-pas-etre-homophobe-de-refuser-lideologie-lgbt-du-transsexualisme-ou-de-lindifferenciation-sexuelle/>

Comment de tels sadiques ont-ils pu s'emparer d'un tel pouvoir ?

La FDA autorise la 3e dose du vaccin Pfizer pour les enfants de 5 à 11 ans - lemediaen442.fr 20 mai 2022

POLITIQUE.

Qui a dit ?

- "Je ne me vois pas faire un coup de force et sortir maintenant tout de suite de l'OTAN. Ce serait faire un cadeau considérable que de tout démanteler."

Réponse : L'histrion du régime, Mélenchon, jeudi 19 mai 2022 (publicsenat.fr 19 mai 2022)

JC – Non, il ne fait pas encore partie du gouvernement du tyran Macron !

Moi, je ne regarde pas la télévision (depuis 10 ans), je me contente des récits écœurés de ceux qui la regardent, je n'écoute la radio et je ne lis pas la presse mainstream, je me contente des rapports de ceux qui rapportent ce qui s'y dit ou y figure sur un air outré, comme s'il fallait s'attendre à autres choses, les hommes sont immatures, naïfs et inconsistants, cela les perdra s'ils continuent.

On a l'impression qu'ils ignorent que la politique se pratique à deux niveaux.

Il y a la politique destinée à divertir le peuple, à le tromper, le manipuler et le maintenir dans l'ignorance, afin qu'il demeure en servitude indéfiniment... C'est celle qui est distillée quotidiennement par les médias et les institutions politiques dont font partie tous les acteurs qui officient dans des partis ou des syndicats, qui figure dans les manuels d'histoire, c'est la version officielle de l'histoire que chacun est prié d'adopter, et quand elle fait l'objet d'une révision sans justification ou explication, vous êtes appelé à vous y conformer sans délai, sans condition ou sans poser de question.

Si malgré tout vous osiez leur désobéir ou que contestiez leur interprétation, si vous doutiez de leur récit, si vous faisiez ressortir l'incohérence de leur analyse ou les contradictions contenues dans leur démonstration ou explication, pire, si vous réfutiez leurs conclusions, le législateur et ses relais se livreraient à un impitoyable réquisitoire contre vous, recourant aux plus infâmes méthodes employées par les procureurs du tribunal de la Sainte Inquisition institué devant l'Eternel pour vous briser, vous détruire, parce que la vérité est leur pire ennemi, et l'ignorance du peuple leur meilleur allié.

Et il a la politique qui relève du complot généralisé contre le peuple pratiquée programmée et appliquée par ceux qui détiennent réellement le pouvoir, tout le pouvoir, le clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui trône au sommet du capitalisme mondial.

Cette politique-là, vous ne la verrez jamais à la télévision, vous ne l'entendrez jamais à la radio, vous ne la trouverez jamais étalée telle quelle dans la presse mainstream, pour y accéder ou la découvrir, il vous faudra chercher ailleurs pour en trouver trace et recoller ou rassembler les milliers de morceaux éparpillés un peu partout pour vous faire une idée de ce qu'ils manigancent, de leurs véritables intentions, de la situation réelle ou sur leur stratégie. Leur politique ne s'élabore pas dans des ministères ou des institutions qui ont pignon sur rue où n'importe qui peut avoir accès, non, parce que leurs intentions ou projets sont inavouables, c'est dans des officines privées qu'ils ont créées spécialement à cet effet qu'ils se réunissent pour les partager avec l'élite acquise à leur idéologie ou qu'ils ont soigneusement sélectionnée pour l'appliquer ensuite à tous les niveaux des institutions et de la société de chaque Etat.

D'où l'importance capitale que leur politique soit élaborée dans le plus grand secret ou loin des regards ou des caméras, des curieux, de telle sorte que les peuples seront tenus à l'écart le plus longtemps possible et seront placés devant le fait accompli quand le moment sera venu de leur imposer. Il sera alors trop tard pour qu'ils réalisent ce qui leur arrive et pouvoir réagir en conséquence, ainsi réduit à l'impuissance puisque maintenu dans l'ignorance, il ne leur restera plus qu'à s'y soumettre ou la combattre avec les moyens du bord ou du désespoir.

Quand leur politique transpire dans les médias mainstream ou dans des déclarations d'acteurs politiques, c'est qu'elle est prête à figurer à l'ordre du jour des gouvernements, ils vous annoncent à quelle sauce ils vont vous manger en somme ou comment ils comptent s'y prendre pour s'attaquer à vos acquis sociaux ou réduire le peu de liberté qu'il vous reste, voire, vous envoyer à l'abattoir...

Vous comprendrez pourquoi on n'a pas de temps à perdre ou à consacrer à la couche superficielle de la politique telle qu'elle apparaît quotidiennement dans les médias, hormis quand ils en sont rendus au stade de l'exercice pratique. Les choses sérieuses se passent ailleurs, la télé, la radio et les journaux, les infos diffusées par les réseaux dit sociaux sont destinées à endormir les masses, hormis quand ils en ont besoin pour obtenir leur consentement avant de se lancer dans une

opération. Répéter quotidiennement que les médias mentent, truquent ou sont pourris ne sert à rien, qui ne le sait pas.

Chacun comprendra qu'on ne peut pas proposer aux travailleurs une orientation politique qui soit conforme à leurs intérêts ou au socialisme, si nous-mêmes nous ignorons la situation réelle ou si nous faisons abstraction de la manière dont se dispose l'oligarchie financière pour mener son combat politique contre tous les peuples.

En famille. Le nouveau gouvernement français technocratique et fascisant made in America/OTAN est en place.

Entre personnages insignifiants ou aseptisés ou à l'opposé, enragés, fanatiques, on y trouve un ramassis de technocrates (« *techniciens* ») mitterrando-chiraciens-sarkozistes-macroniens, issus de grandes écoles de l'aristocratie dont certains présentent la particularité d'avoir eu des expériences passées dans les pays anglo-saxons ou d'y avoir été formatés.

Dans la revue de presse.

Le gouvernement Borne, un nouvel exécutif ouvert à gauche mais qui penche largement à droite - BFMTV 21 mai 2022

- En prenant son temps, Emmanuel Macron n'a pas seulement cherché la meilleure équipe. Il a joué la montre pour raccourcir la campagne des législatives, évitant à ses ministres de s'exposer. Une stratégie déjà pratiquée pour sa déclaration de candidature à la présidentielle.

Emmanuel Macron peut ainsi s'appuyer sur une équipe aguerrie et loyale, des piliers sur lesquels il sait qu'il peut compter. Mais le gain politique est proche de zéro. Du moins, il ne sautera pas aux yeux des Français. Une certaine forme de stabilité peut cependant avoir l'avantage de rassurer.

La limite de ce gouvernement est de ne pas donner au fond de message politique très clair.

Encore une fois, tout l'édifice de la macronie et sa portée politique tiennent essentiellement sur un seul homme : Emmanuel Macron lui-même. publicsenat.fr 20 mai 2022

- Le premier conseil des ministres se tiendra ce lundi 23 mai, alors que les ministres fraîchement nommés seront déjà réduits au silence... par la période de réserve imposée dans la dernière ligne droite des législatives, qui ont lieu les 12 et 19 juin prochains. Le Point 20 mai 2022

- "*Politiquement, on a l'impression qu'il y a plus d'élargissement à droite qu'à gauche quand même*", explique sur notre antenne Alain Duhammel, éditorialiste politique BFMTV. "*Le fait politique majeur de ce gouvernement c'est l'ordre protocolaire, le choix de mettre Bruno Le Maire en deux, Gérald Darmanin en trois. (...) Des piliers politiques de droite*", note de son côté Philippe Corbé, chef du service politique de BFMTV. BFMTV 21 mai 2022

Rappel. Obama, l'anti-Bush, vraiment ? Pire en réalité !

Il l'avait promis en 2008, il le répétait après sa réélection : « *une décennie de guerres prend fin* ». Pourtant, les Etats-Unis sont aujourd'hui impliqués directement dans plus de guerres qu'en 2009. Même en comptant « *seulement* » les pays où les militaires américains bombardent directement ou participent au combat eux-mêmes ou en appui à des forces combattantes, les Etats-Unis se trouvent en guerre dans 8 pays (Afghanistan, Pakistan, Somalie, Yémen, Irak, Syrie, Cameroun, Ouganda). Ces chiffres ne prennent pas en compte les forces spéciales (qui font certes, pour l'essentiel, des missions de formation) : en 2014, elles avaient été déployées dans 133 pays au total, soit 70% des pays du monde. Les interventions militaires n'ont donc pas cessé sous Obama, elles sont même plus nombreuses, mais elles sont moins visibles...

En réalité, si les ruptures sont nombreuses, et pour certaines importantes, les continuités sont également fortes entre Obama et son prédécesseur républicain, à tel point que les experts de la Brookings Institution à Washington diront qu'Obama « *a été plus efficace que Bush sur l'agenda de Bush* ». enderi.fr 15 Juin 2016

Etc. Etc. Etc.

- Pap Ndiaye, un "*anti-Blanquer*" dont la tâche va être de poursuivre la dislocation de l'école publique entamée par ses prédécesseurs ?

- Pap Ndiaye aura la lourde tâche de mener l'un projet phare du second quinquennat Macron, à savoir une réforme de l'école qui s'annonce déjà périlleuse, avec l'idée d'augmenter les profs en échange de nouvelles missions, ou l'autonomie des établissements.

- Pap Ndiaye est un homme très marqué à gauche, qui avait appelé à voter pour François Hollande en 2012.

- Pap Ndiaye fut l'un des premiers chercheurs français à avoir développé une pensée s'inscrivant dans ce mouvement woke, importé des États-Unis.

- Mélenchon a reconnu "*une audace*" dans les nominations, celle "*d'un grand intellectuel, Pap Ndiaye*". (Quelle démagogue pourri, à vomir ! - JC)

- Élisabeth Borne : "*Pape Ndiaye est un républicain très engagé, quelqu'un qui croit aux valeurs de la République et c'est bien évidemment ce qu'il va porter en tant que ministre de l'Éducation nationale*". Europe1 20 mai 2022

Le Mali dans le collimateur de Paris et Washington.

Mali: après la tentative de coup d'État déjouée, le colonel Malick Diaw sur la sellette? - RFI 20 mai 2022

Trois Italiens et un Togolais enlevés au Mali dans la commune de Sincina - RFI 20 mai 2022

Visite du ministre malien des Affaires étrangères en Russie - France 24 20 mai 2022

Le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, a reçu à Moscou son homologue malien Abdoulaye Diop ce vendredi 20 mai. France 24 20 mai 2022

DOSSIER UKRAINE

La "tricherie" qui en cache une autre.

Eurovision 2022: six pays impliqués dans une tricherie "d'une ampleur inédite" - BFMTV 20 mai 2022

L'Union européenne de radiotélévision, qui dirige l'Eurovision, a dénoncé dans un communiqué publié jeudi soir une tricherie "*d'une ampleur inédite*" impliquant six pays, qui auraient tenté de manipuler les résultats de l'édition 2022 du concours.

Selon ce communiqué, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Monténégro, la Pologne, la Roumanie et Saint-Marin sont soupçonnés de s'être accordés le plus de points lors de la seconde demi-finale, qui s'est tenue le 12 mai à Turin.

"Il a été observé que quatre des six jurys ont placé les cinq autres pays dans leur top 5 (en prenant en compte le fait qu'un jury ne peut pas voter pour son pays)", peut-on lire dans ce texte.

Les votes de ces six pays ont été annulés par l'organisation du concours et remplacés par des Top 10 calculés avec des algorithmes, comme le stipule le règlement en cas de votes irréguliers.

JC - Mais les 12 points attribués mystérieusement ou plutôt frauduleusement à l'Ukraine ne feront pas l'objet de la même attention.

Au lendemain de la victoire de l'Ukraine, la Roumanie a dénoncé un autre problème, survenu, celui-ci, lors de la finale. Les Roumains ont assuré que leur vote avait été "*remplacé*" par un vote pour l'Ukraine. Ils ont affirmé dimanche dernier la télévision publique roumaine TVR que les points qu'ils destinaient à la Moldavie, avaient été attribués à l'Ukraine.

"Nous avons été désagréablement surpris de constater que le vote n'a pas été pris en compte dans le classement final, les organisateurs attribuant une autre série de notes aux concurrents de la finale", a écrit TVR dans un communiqué. *"Nous précisons que le jury roumain a décidé d'attribuer la note maximale aux représentants de la Moldavie",* a-t-elle détaillé.

JC - Tout le monde aura compris que ce concours était truqué ou que son résultat était programmé à l'avance, voir les précédentes causeries.

L'Ukraine a remporté le concours en Italie devant le Royaume-Uni et l'Espagne, grâce au vote des téléspectateurs qui ont plébiscité le groupe représentant le pays envahi depuis fin février par les troupes russes. BFMTV 20 mai 2022

JC - L'OTAN se donne décidément beaucoup de mal pour obtenir le consentement des peuples à sa guerre contre la Russie...

Quelques articles de 2014 pour se rafraîchir la mémoire.

Ukraine et Euromaïdan (1) – Les racines de la crise 6.mars.2014

<https://www.les-crises.fr/ukraine-oaodvd-1/>

Ukraine et Euromaïdan (2) – Les fascistes font monter la violence pro-européenne 8 mars 2014

<https://www.les-crises.fr/ukraine-oaodvd-2/>

Ukraine et Euromaïdan (3) – Svoboda : une « Liberté » toute relative... 9 mars 2014

<https://www.les-crises.fr/ukraine-oaodvd-3/>

Ukraine et Euromaïdan (4) – Les puissances occidentales soutiennent un coup d'État en Ukraine 9 mars 2014

<https://www.les-crises.fr/ukraine-oaodvd-3-2/>

Ukraine et Euromaïdan (5) – Quand Washington s'emmêle... 10.mars.2014

<https://www.les-crises.fr/ukraine-oaodvd-4/>

Expansion de l'OTAN : les origines de la grave crise 1

<https://www.les-crises.fr/expansion-de-l-otan-les-origines-de-la-grave-crise-actuelle-3-3/>

Expansion de l'OTAN : les origines de la grave crise 2

<https://www.les-crises.fr/expansion-de-l-otan-les-origines-de-la-grave-crise-actuelle-2-3/>

Expansion de l'OTAN : les origines de la grave crise 3

<https://www.les-crises.fr/expansion-de-l-otan-comment-on-a-fabrique-la-plus-grave-crise-depuis-la-fin-de-la-guerre-froide/>

Expansion de l'OTAN : les origines de la grave crise 4

<https://www.les-crises.fr/expansion-de-l-otan-l-explosion-de-budapest-en-1994/>

Expansion de l'OTAN : les origines de la grave crise 5

<https://www.les-crises.fr/expansion-de-l-otan-ce-que-eltsine-a-entendu/>

Expansion de l'OTAN : les origines de la grave crise 6

<https://www.les-crises.fr/comment-l-occident-a-promis-a-l-urss-que-l-otan-ne-s-etendrait-pas-a-l-est-par-roland-dumas-ex-ministre-1990-promesse/>

Expansion de l'OTAN : les origines de la grave crise 7

<https://www.les-crises.fr/expansion-de-l-otan-ce-que-gorbatchev-a-entendu/>

Washington étudie comment créer un double marché des hydrocarbures - Réseau Voltaire 20 mai 2022

L'Administration Biden étudie la manière de contraindre les transnationales commerçant les hydrocarbures à n'acheter de production russe que très en dessous des prix du marché.

Il s'agirait, une fois la Russie exclue de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de constituer un double marché. Le premier serait régi par la loi de l'offre et de la demande. Son prix variera donc. Il est actuellement d'environ 100 \$ le baril. La seconde serait basée sur les coûts d'exploitation. Il serait alors d'environ 40 \$ le baril pour les Russes. Réseau Voltaire 20 mai 2022

Katerina Iouchtchenko, première dame et agent de la CIA - donbass-insider.com 20 mai 2022

Katerina Chumachenko, c'est son vrai nom, est l'épouse de l'ancien président ukrainien Victor Iouchtchenko (2005-2010), qui arriva au pouvoir après une première révolution colorée américaine, appelée la Révolution Orange. Survenue dans l'hiver 2004-2005, elle fut la première tentative de déstabilisation de l'Ukraine par les États-Unis, mais fut balayée en 2010, par la victoire aux élections présidentielles du président pro-russe Ianoukovitch, élu justement avec le large vote des Russes ethniques de l'Est du pays. L'histoire de ce couple est intéressante, car elle éclaire la longue lutte qui se joue en Ukraine depuis près de 20 années, et le lent travail de sape américain dans cette région clef de la stabilité en Europe. Emboîtons le pas de cette dame... dans les couloirs de la Maison Blanche, jusqu'à ceux de la présidence ukrainienne.

Pour lire l'article en entier :

<https://www.donbass-insider.com/fr/2022/05/20/katerina-iouchtchenko-premiere-dame-et-agent-de-la-cia/>

L'armée française appuie officiellement l'armée ukrainienne, bandéristes inclus - Réseau Voltaire 20 mai 2022

Le chef d'état-major des armées françaises, le général Thierry Burkhardt, a diffusé un tweet le 18 mai 2022, dans lequel il parle de l'« appui » des armées françaises aux armées ukrainiennes.

Le mot « *appui* » indique une participation aux combats.

Le général français fait état d'une communication téléphonique avec son homologue ukrainien, le général Valerii Zaluzhnyi, dont le leader bandériste (« *néo-nazis* » selon la terminologie russe) Dmitry Yarosh est le conseiller spécial. Réseau Voltaire 20 mai 2022

La vie reprend à Marioupol, des écoles sont ouvertes aux enfants - reseauinternational.net

<https://reseauinternational.net/la-vie-reprend-a-marioupol-des-ecoles-sont-ouvertes-aux-enfants/>

La vidéo. Marioupol - Réouverture de l'école n°34 - 16 mai 2022

<https://www.youtube.com/watch?v=WRV3N0SSmaU>

Armes et milliards pour la guerre - par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 19 mai 2022

Le champ de bataille ukrainien est le plus subventionné au monde à la fois par les Etats-Unis, par le Royaume-Uni et par l'Union européenne. Cet investissement massif vise à soutenir non pas les Ukrainiens, mais les bandéristes, en totale contradiction avec les buts de l'Alliance durant la Seconde Guerre mondiale. Cet argent est prélevé dans les programmes sociaux des pays donateurs, c'est-à-dire qu'il manque aux populations pauvres occidentales.

Par Manlio Dinucci

Le président Biden, recevant le Premier ministre Draghi à la Maison Blanche, a déclaré : “ *La chose que j'apprécie le plus chez vous est l'effort dès le début pour amener l'OTAN et l'UE en syntonie dans l'aide à l'Ukraine*”. Compliments mérités : alors que le Congrès USA approuve l'allocation de 40 nouveaux milliards de dollars pour armer les forces de Kiev dans la guerre contre la Russie, qui s'ajoutent aux 14 déjà attribués en mars, Draghi s'est employé à ouvrir en Europe un canal analogue de financement de la guerre à travers un “*Fonds fiduciaire de solidarité de l'Union européenne pour l'Ukraine*” et un “*paquet résilience*” d'une valeur initiale de 2 milliards fourni à Kiev par la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement.

En même temps Mario Draghi et les autres leaders du G7 (dont font partie l'Italie avec États-Unis, Canada, Grande-Bretagne, France, Allemagne et Japon) ont alloué 24 milliards de dollars pour soutenir l'Ukraine dans la guerre contre la Russie. Important est aussi le rôle de Draghi dans les financements à Kiev décidés par la Banque Mondiale et par le Fonds Monétaire International, se montant initialement à environ 5 milliards de dollars.

Grâce à ces financements, dans les mois précédant et suivant la guerre, les États-Unis et leurs alliés ont fourni aux forces de Kiev 85.000 missiles, plus de 50 millions de munitions de tous calibres y compris pour obusiers de longue portée, drones et autres systèmes avancés d'arme. Les forces de Kiev, notamment celles du régiment Azov et autres formations néo-nazies, sont non seulement armées mais dirigées par l'OTAN.

La colossale dépense pour la guerre contre la Russie, destinée à augmenter et devenir permanente, se trouve payée par les citoyens italiens et européens à travers les coupes dans les dépenses sociales. S'ajoute à celles-ci la dépense croissante dérivant de la Directive UE d'accueillir et garder tous les Ukrainiens qui arrivent -sans besoin de visa (ni pass sanitaire ? ndt)- en Italie et dans d'autres pays européens. Réseau Voltaire 19 mai 2022

Ukraine : Ne vous fiez pas aux « experts » de l'industrie de la défense Les Crises 18 mai 2022

Les chaînes d'information câblées font appel à d'anciens responsables militaires bellicistes pour analyser la guerre en Ukraine. Pourtant, elles omettent de mentionner les liens de ces experts avec les entreprises de défense – et leur intérêt financier à pousser à l'intervention militaire américaine.

Source : Jacobin Mag, Aditi Ramaswami et Andrew Perez

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

<https://www.les-crises.fr/ukraine-ne-vous-fiez-pas-aux-experts-de-l-industrie-de-la-defense/>

Guerre en Ukraine: l'armée russe affirme avoir "entièrement libéré" l'usine Azovstal de Marioupol - BFMTV 21 mai 2022

L'armée russe a affirmé vendredi avoir "entièrement libéré" l'usine sidérurgique Azovstal dans la ville stratégique de Marioupol, dans le sud-est de l'Ukraine, après la reddition des derniers soldats ukrainiens présents sur place.

"Depuis le 16 mai, 2439 nazis du (régiment) Azov et militaires ukrainiens bloqués dans l'usine se sont rendus. Aujourd'hui, 20 mai, le dernier groupe composé de 531 combattants s'est rendu", a déclaré le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov, dans un communiqué publié sur Telegram.

Vladimir Poutine informé

"Les installations souterraines du site, où se cachaient les combattants, sont passées sous le contrôle complet des forces armées russes", a ajouté Igor Konachenkov.

Selon cette source, le président russe Vladimir Poutine a été informé par son ministre de la Défense Sergueï Choïgou de "la fin de l'opération et de la libération complète du combinat (Azovstal) et de la ville de Marioupol".

Igor Konachenkov a assuré que le chef des combattants du régiment Azov sur place s'était rendu et avait été évacué de l'usine dans un "véhicule blindé spécial" pour éviter qu'il ne soit pris à partie par des habitants hostiles. BFMTV 21 mai 2022

Effet domino de la reddition des soldats ukrainiens à Azovstal sur le reste des troupes ukrainiennes dans le Donbass - donbass-insider.com 20 mai 2022

Alors que plus de 2 400 soldats ukrainiens qui se trouvaient à Azovstal se sont rendus, cette reddition massive a un effet domino sur les autres troupes ukrainiennes encore présentes dans le Donbass, les incitant à déposer les armes elles aussi.

Depuis le 16 mai 2022, la reddition progressive des soldats ukrainiens qui étaient encerclés dans l'usine Azovstal à Marioupol s'est poursuivie.

Voir la vidéo de la reddition des soldats ukrainiens d'Azovstal les 17 et 18 mai 2022 :

<https://www.youtube.com/watch?v=5sNz2dHIJiI>

Au total ce sont 2 439 soldats ukrainiens qui se sont rendus, dont le commandant de la 36e brigade des Forces Armées Ukrainiennes, Sergueï Volynski, surnommé Volyn, qui s'est rendu aujourd'hui même, suivi du commandant en second du régiment néo-nazi Azov, Sviatoslav Palamar, surnommé Kalyna, et enfin du commandant du régiment néo-nazi Azov, Denis Prokopenko. Cette reddition des trois commandants a signé la libération du territoire de l'usine Azovstal, désormais totalement sous contrôle de l'armée russe et de la milice populaire de la RPD.

Les trois commandants ont remis leurs armes aux forces armées russes et à la milice populaire de la RPD, leurs affaires ont été fouillées, et ils sont passés par la procédure standard comme tous les autres soldats ukrainiens présents à Azovstal avant de monter dans les bus qui les ont emmenés vers le centre pénitentiaire d'Elenovka.

Ce centre a été visité par la Croix-Rouge, qui a pu vérifier que les prisonniers sont traités conformément à la convention de Genève. Les soldats ukrainiens ont confirmé aux représentants de la Croix-Rouge et à un représentant ukrainien qu'ils sont bien traités, qu'ils sont nourris trois fois par jour, que la nourriture est bonne, et qu'ils reçoivent les soins appropriés à leur état. Un traitement très différent de celui infligé aux soldats russes capturés par l'armée ukrainienne.

Il faut aussi noter que d'un jour sur l'autre le profil et l'état des soldats ukrainiens qui ont quitté Azovstal pour se rendre ont été très différents. Si le premier jour de la reddition, les soldats ukrainiens qui quittaient l'usine étaient émaciés et semblaient être en très mauvais état, le lendemain c'était des soldats relativement propres et bien nourris qui se sont rendus. La différence tient à l'unité à laquelle appartenait ces soldats. Si le premier jour c'était principalement des soldats des FAU qui se sont rendus, le lendemain c'était majoritairement des combattants du régiment Azov.

Lors de l'inspection de leurs bagages, les soldats russes et ceux de la RPD ont trouvé une grande quantité de boîtes de conserve, ce qui semble indiquer que les combattants du régiment Azov s'étaient approprié les stocks de nourriture, laissant les autres soldats ukrainiens mourir de faim.

« *La situation alimentaire était très différente dans les différents bunkers d'Azovstal* », explique Igor Kimakovski, un conseiller du chef de la RPD qui a participé aux négociations. « *À certains endroits, il y avait des stocks de boîtes de conserves, d'eau douce et de médicaments. Et ailleurs, les soldats ukrainiens ne recevaient que 150 grammes de porridge et un petit morceau de lard par jour. L'eau était prélevée dans les tuyaux de chauffage central.* »

Et si cette reddition massive des soldats ukrainiens d'Azovstal est toujours qualifiée (de manière délirante) « *d'évacuation* » par Zelensky et bon nombre de médias occidentaux, c'est parce que les autorités ukrainiennes et les gouvernements occidentaux qui soutiennent activement l'Ukraine comprennent qu'elle aura et a déjà un effet sur le moral du reste des troupes ukrainiennes présentes dans le Donbass.

Ainsi, le 18 mai 2022, une vidéo de soldats de la 115e brigade des FAU stationnés à Severodonetsk – actuellement presque totalement encerclée et déjà prise d'assaut par l'armée russe et la milice populaire de la RPL (République Populaire de Lougansk) – a été publiée, dans laquelle les militaires annoncent refuser de se battre, faute de renforts, de commandement et d'équipement militaire approprié. En clair, les soldats ukrainiens refusent d'être utilisés comme chair à canon et envoyés à une mort certaine.

Dans cette vidéo, ces soldats du 3e bataillon de la 115e brigade font référence à une autre vidéo venant d'un autre bataillon de la même brigade qui eux aussi refusent de se battre. Or il y a entre 8 000 et 15 000 soldats ukrainiens dans la région de Severodonetsk. Ce qui veut dire un important nombre de redditions potentielles de soldats ukrainiens supplémentaires.

Des redditions massives de soldats ukrainiens qui ont déjà commencé en RPL.

<https://www.youtube.com/watch?v=dsIIrVMJdbc>

Surtout que l'abandon des hommes sur le front, par leurs commandants semble être devenu la règle. Ainsi les femmes des soldats du 103e bataillon de défense territoriale (le Volkssturm sauce ukrainienne) ont découvert que pendant que leurs maris meurent sur le front, leur commandant, lui est bien au chaud à Lvov !

Si la reddition des soldats ukrainiens d'Azovstal a un tel effet sur le reste des troupes ukrainiennes, c'est parce que les combattants du régiment néo-nazi Azov (qui représentaient un bon tiers des militaires présents dans les sous-sols de l'usine) sont parmi les plus fanatiques. Si même eux se rendent, pourquoi les conscrits et les autres soldats ukrainiens, bien moins fanatisés, devraient-ils aller à une mort certaine, sans moyens adéquats pour se défendre, pendant que leurs commandants sont à l'abri loin du front ? Il reste à voir quelle sera l'ampleur de cet effet domino, et s'il suffira à faire vaciller sérieusement la défense ukrainienne dans le Donbass.

OTAN : Le mensonge fondateur - reseauinternational.net 20 mai 2022

La perfidie de sang-froid des élites dirigeantes anglo-américaines est tout simplement colossale. Et cela nécessite une machinerie colossale de désinformation pour la garder secrète.

En réalité, la guerre « *froide* » a commencé peu après le début de la guerre, vers 1941. Roosevelt et Churchill sont intervenus militairement le plus tard possible dans la guerre – malgré les demandes répétées de leur allié Staline : l'Armée rouge et la Wehrmacht allemande devaient se détruire autant que possible.

Après la Seconde Guerre Mondiale en 1945, les États-Unis savaient : l'Union Soviétique affaiblie ne représente aucun danger. Mais avec la prise en tenaille du Plan Marshall et de l'OTAN, les USA ont intégré les pays d'Europe occidentale, du Nord et du Sud dans leur expansion économique et

militaire. Les ex-nazis et les ex-collaborateurs des nazis ont été promus, tandis que les partis, mouvements et personnes antifascistes ont été éliminés, infiltrés, achetés. Dans le même temps, les États-Unis ont également aidé les gouvernements à lutter contre les mouvements de libération dans les colonies – également en raison des matières premières pour les entreprises américaines.

Après 1990, le mensonge fondateur et donc la prise en tenaille militaro-capitaliste se sont poursuivis avec l'« *expansion vers l'Est* ». Cela inclut le démantèlement de la prospérité et de la liberté pour les populations majoritaires : L'UE et de plus en plus d'entreprises, d'investisseurs et de consultants américains organisent l'américanisation avec des travailleurs pauvres, des travailleurs malades ainsi qu'une migration de la main-d'œuvre illégale et légalisée – en même temps, la militarisation et l'hostilité contre la Russie s'étendent : La domination de l'Eurasie de Lisbonne à Vladivostok était le plan depuis le début. Nous vous présentons un chapitre du livre de Werner Rügemer : *Imperium EU – ArbeitsUnrecht, Krise, neue Gegenwehr*. Cologne 2020. La guerre en Ukraine n'y joue pas de rôle, bien sûr, mais elle devient explicable à certains égards. Les sources ont été omises.

Par Werner Rügemer.

« *Russie* » après la Seconde Guerre Mondiale : pas de danger

À l'approche de la création de l'OTAN, les responsables aux États-Unis le savaient : l'Union Soviétique ne représentait aucune menace militaire. La puissance affaiblie ne pourrait pas soutenir une attaque contre l'Europe occidentale même si elle le voulait : L'économie de l'Union Soviétique est en grande partie détruite et technologiquement obsolète ; son système de transport est trop primitif ; son industrie pétrolière est facile à attaquer. L'Union Soviétique n'a pas non plus la bombe atomique. « *Les hommes du Kremlin sont des tyrans intelligents qui ne risqueront pas leur pouvoir interne par des aventures militaires à l'étranger. Ils veulent gagner la bataille pour l'Allemagne et l'Europe, mais pas par une action militaire* », a déclaré George Kennan, le planificateur en chef du département d'État, pour le chef du département d'État Marshall, pour le président Truman et pour les ambassadeurs américains dans divers mémorandums en 1948.

Mais pourquoi les États-Unis et leurs alliés alors encore peu nombreux ont-ils néanmoins créé l'OTAN, une alliance militaire expressément dirigée contre l'Union Soviétique ?

La Légende de la guerre Froide

La légende dit que l'OTAN était un « *produit de la guerre froide* » après la fin de la Seconde Guerre Mondiale. En réalité, l'OTAN est un produit de l'expansion américaine, qui était déjà en cours avant l'intervention militaire américaine pendant la Seconde Guerre Mondiale.

La « *guerre froide* » est l'une des constructions idéologiques les plus ingénieuses utilisées par la machine d'opinion américaine pour déguiser les pratiques américaines de la Seconde Guerre Mondiale à nos jours. Le terme a été popularisé par l'idéologue américain le plus important du XXe siècle : Walter Lippmann, le père du « *néolibéralisme* ».

« *Guerre froide* » est censée signifier : après la Seconde Guerre Mondiale, la guerre militaire est terminée et la phase de confrontation non militaire entre « *l'Ouest libre* » et le « *bloc communiste de l'Est* » commence. Mais pendant la « *guerre froide* », les États-Unis et les premiers pays de l'OTAN ont mené des guerres chaudes, très chaudes, par exemple en Grèce, en Corée, aux Philippines, en Afrique et en Indochine – il faudra y revenir.

En réalité, la guerre « *froide* » a commencé peu après le début de la guerre, vers 1941. Roosevelt et Churchill sont intervenus militairement le plus tard possible dans la guerre – malgré les demandes répétées de leur allié Staline : L'Armée rouge et la Wehrmacht allemande devaient se détruire mutuellement autant que possible. Les gouvernements américain et britannique ont également rejeté par principe toute résistance intérieure à Hitler. L'avocat de Wall Street Allen Dulles, en tant que chef de l'agence de renseignement Office of Strategic Services (OSS) basée en Suisse, ne voulait pas que les assassins du 20 juillet 1944 réussissent – l'armée américaine voulait à tout prix empêcher un armistice précoce avec l'Union Soviétique. L'Armée rouge devait subir des pertes aussi élevées que possible dans la poursuite de la lutte contre la Wehrmacht de Hitler.

Faire progresser la ligne de « *défense* » américaine vers l'Europe

Walter Lippmann (à gauche), un diplômé de Harvard qui se considérait initialement comme un gauchiste et un socialiste, avait aidé à organiser la propagande en faveur de l'entrée en guerre des États-Unis pour le ministère américain de la Guerre pendant la Première Guerre Mondiale (Committee on Public Information, CPI) : En 1917, la promesse de neutralité pacifiste du président américain Woodrow Wilson devait être annulée, et l'entrée en guerre des États-Unis devait désormais être justifiée.

Par la suite, Lippmann a justifié théoriquement et accompagné journalistiquement l'expansion mondiale des États-Unis dans une position de premier plan – notamment en ce qui concerne l'Europe et le Japon. En 1938, en tant qu'opposant au programme de réforme de Roosevelt (New Deal), il avait réuni les futurs gourous de la théorie économique « *néolibérale* » tels que Friedrich Hayek, Alexander Rüstow et Raymond Aron : c'est là que le terme euphémique « *néolibéralisme* » a été inventé pour désigner la doctrine mondiale pointue, antisyndicale et anticommuniste du capitalisme.

En mars 1943, Lippmann écrivait : Après avoir conquis l'Amérique du Nord, l'Amérique centrale, les Caraïbes, les Philippines et plusieurs îles du Pacifique (Wake, Guam, Hawaï, îles sous mandat japonaises), les États-Unis avaient été contraints de « *défendre les deux tiers de la surface de la terre à partir de notre base continentale en Amérique du Nord.* » Maintenant, cependant, avec la défaite prévisible des puissances de l'Axe que sont l'Allemagne, le Japon, l'Italie et leurs alliés et collaborateurs, un accès beaucoup plus large s'ouvre.

Les États-Unis ne seront désormais plus en mesure de « *défendre* » leurs territoires précédemment conquis, a déclaré le géostratège, à partir de leur seul territoire nord-américain et des îles dispersées du Pacifique. Au contraire, l'Amérique peut et doit maintenant étendre de manière décisive sa ligne de « *défense* » « *en fondant notre politique étrangère sur des alliances fiables dans l'ancien monde* ». De nouvelles bases américaines pourraient désormais être établies en Europe et au Japon. Cela permettrait aux États-Unis de passer de l'ancienne « *défense* » passive à une « *défense* » active de leurs intérêts nationaux.

États-Unis 1947 : Le département « *Guerre* » devient département « *Défense* »

Cette stratégie impliquait des artifices idéologiques : La doctrine anti-libérale et anti-démocratique du capitalisme intensifié a été appelée « *néolibéralisme* ».

Et l'expansion militaire intensifiée est passée pour de la « *défense* ». À partir de 1789, depuis leur fondation, les États-Unis ont en fait eu un département de la guerre : par des guerres, le continent nord-américain a été intégré au territoire national, puis l'Amérique centrale, les Caraïbes, Cuba, puis les Philippines, Porto Rico, la Chine, etc. ont été pénétrés militairement, occupés

temporairement, des gouvernements vassaux ont été installés, des îles ont été occupées et développées comme bases militaires permanentes.

Mais juste au stade le plus élevé de son expansion militaire jusqu'alors, le département de la guerre a été euphémiquement et factuellement rebaptisé département de la défense en 1947. C'est pourquoi l'OTAN, bien qu'agressive, a été baptisée l'alliance de « *défense* ».

Le jumeau : plan Marshall et OTAN

L'OTAN, fondée en 1949, était le jumeau du plan Marshall. Le double caractère militaire et civil était incarné par George Marshall lui-même : Pendant la Seconde Guerre Mondiale, en tant que chef d'état-major, il coordonne l'armée américaine sur tous les théâtres de guerre entre l'Afrique du Nord, l'Europe et l'Asie. Après la guerre, en tant que secrétaire d'État de 1947 à 1949, il organise le plan Marshall. Et en 1950, cet homme agile s'est glissé dans le rôle de secrétaire à la défense des États-Unis, organisant des interventions brutales, notamment des bombardements au napalm, contre les mouvements de libération du monde entier, en Corée comme en Grèce.

À partir de 1947, tous les futurs membres fondateurs de l'OTAN ont reçu l'aide du plan Marshall : Grande-Bretagne, France, Portugal, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Danemark, Islande, Italie, Norvège. Cela s'est poursuivi après la fondation de l'OTAN jusqu'à la fin du plan Marshall en 1952. En outre, en 1949, le Congrès américain a approuvé une aide d'un milliard de dollars pour le réarmement des pays fondateurs de l'OTAN. Dans certains cas, l'aide du plan Marshall a été réaffectée à des fins militaires.

Tous ces États – à l'exception du Luxembourg, de l'Italie et de la Norvège – étaient également des puissances coloniales actives. La plupart d'entre eux étaient également des monarchies et pas des parangons de démocratie. Les États-Unis eux-mêmes entretenaient dans le monde de nombreux territoires dépendants de manière néocoloniale et dominaient des États d'Amérique centrale et des Caraïbes avec l'aide de dictateurs, notamment à Cuba.

Pacte de Bruxelles préliminaire : « *Allemands* » et « *Danger communiste* »

Avant la fondation de l'OTAN, les pays européens les plus fiables destinés à devenir membres fondateurs ont pu faire leur prélude. En mars 1948, les gouvernements de la Grande-Bretagne, de la France et des trois petites monarchies du Benelux, fortement subventionnés par le plan Marshall, ont adopté le « *Pacte de Bruxelles* ». Ce pacte se veut une alliance militaire contre une nouvelle agression allemande et contre une menace d'agression soviétique.

Ces praticiens de la conspiration dirigés par les États-Unis simulaient des dangers qui n'existaient pas : L'Allemagne était entièrement désarmée et sous le contrôle militaire des Alliés, y compris des membres du Pacte de Bruxelles eux-mêmes – la France, la Grande-Bretagne, la Belgique et les Pays-Bas étaient des puissances occupantes en Allemagne de l'Ouest ; et ils pouvaient avoir leur mot à dire sur le réarmement ou non de l'Allemagne de l'Ouest ou de la République Fédérale d'Allemagne. L'Union Soviétique n'était ni capable ni désireuse d'attaquer l'Europe occidentale, et encore moins de l'occuper de manière permanente – cette évaluation du gouvernement américain était également connue des États du Pacte de Bruxelles.

Le Pacte de Bruxelles réunissait, avec la Grande-Bretagne, les États dont les gouvernements et les élites économiques n'avaient pas résisté à l'occupation de la Wehrmacht, mais avaient collaboré avec l'Allemagne nazie et voyaient également le « *communisme* » comme le principal danger. Ils craignaient tous d'être punis, ostracisés ou même expropriés après la guerre, les militaires et les

services secrets craignaient de perdre leur influence. Mais les États-Unis gardaient une main protectrice sur eux.

Le 4 avril 1949 – quelques mois avant la fondation de la République Fédérale d'Allemagne – l'alliance militaire Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, l'OTAN, est fondée à Washington. Elle est présentée comme une alliance de « défense », selon le langage américain. Tous les autres membres étaient dépendants des États-Unis, non seulement par le biais du plan Marshall, mais aussi par des prêts, une aide militaire et des investissements supplémentaires. Le siège de l'OTAN se trouvait à Washington jusqu'en 1952.

Il y avait aussi : Le dictateur Franco avec un statut spécial

Les cercles dirigeants des États-Unis avaient admiré le fascisme de Mussolini : Il avait montré comment vaincre le « *danger communiste* » à l'Ouest. Mussolini a été comblé de prêts par Wall Street, et les investisseurs américains ont acheté des actions dans des entreprises italiennes, comme Fiat. Avec Mussolini et Hitler, les sociétés américaines ont alimenté le fasciste Franco, qui a détruit la République dans une guerre civile brutale.

Franco avait déclaré la victoire le 1er avril 1939 – à peine deux semaines plus tard, l'administration Roosevelt avait nommé son ambassadeur à Madrid. Seuls Mussolini, Hitler, le pape Pie XII et les promoteurs fascistes britanniques, le roi George VI et le Premier Ministre Neville Chamberlain, avaient été plus rapides à reconnaître diplomatiquement la dictature.

Pour des raisons esthétiques, l'Espagne n'est pas devenue membre de l'OTAN pendant le règne de Franco. Mais les États-Unis ont inclus l'Espagne dans leur expansion européenne, même sans adhésion officielle. Ils y exploitent des bases militaires et encouragent le développement économique, notamment le tourisme. Le fascisme était compatible avec « *la liberté et la démocratie* » et l'OTAN.

Guerre contre les mouvements de libération dans les colonies européennes

Avec l'OTAN, avec des bases militaires américaines supplémentaires dans les États membres de l'OTAN et des partenariats supplémentaires comme avec l'Espagne, les États-Unis n'ont pas seulement poussé leur ligne de « *défense* » en Europe occidentale au sens de Lippmann. Ils ont également soutenu les guerres que les puissances coloniales européennes ont menées contre les mouvements de libération dans les colonies qui s'étaient renforcés après la guerre. Et dans le processus, les États-Unis ont également eu accès aux matières premières de ces colonies.

Grande Bretagne

La Grande-Bretagne avait été approvisionnée par les États-Unis en armements, navires et nourriture pendant la guerre et était maintenant lourdement endettée envers les États-Unis. Les États-Unis ont veillé à ce que le Fonds Monétaire International (FMI), qu'ils avaient fondé et contrôlé en 1944, accorde son premier prêt important à la Grande-Bretagne en 1947 : cela a été utilisé pour concilier et faire chanter le gouvernement travailliste.

La Grande-Bretagne a également été affaiblie à d'autres égards : ses colonies les plus importantes, comme l'Inde, ont été perdues. Déjà pendant la guerre, la Grande-Bretagne avait cédé plusieurs bases militaires du Commonwealth aux États-Unis (programme de bail foncier). Au moment de la fondation de l'OTAN, le gouvernement dirigé par les travaillistes a combattu le mouvement de libération au Ghana, qualifiant le chef du Parti populaire de la Convention, Kwane Nkrumah, de «

petit Hitler local » et le mettait en prison en 1950. Ce n'est qu'en 1957 que le Ghana réussit à devenir indépendant avec Nkrumah.

Les États-Unis, déjà présents en Grèce et en Turquie depuis 1943 avec leurs services secrets OSS, y ont remplacé les services militaires et secrets britanniques en 1948 et ont repris la guerre contre le mouvement de libération antifasciste en Grèce.

Le Canada

Le Canada, en tant que membre du Commonwealth, était doublement dépendant : depuis la fin du XIXe siècle, le pays était une colonie économique des États-Unis. Les troupes canadiennes et leur service de renseignement avaient été sous commandement britannique, et les troupes britanniques et toute l'économie de guerre britannique avaient été subordonnées aux États-Unis.

La France

Le deuxième membre le plus important de l'OTAN après la Grande-Bretagne était la France. L'armée américaine, avec les Britanniques et les Canadiens, avait libéré le pays des nazis et du gouvernement collaborationniste de Vichy du maréchal Pétain en 1944. La Résistance de gauche, qui avait été infiltrée par l'agence de renseignement américaine OSS, a été progressivement éliminée.

L'impopulaire général Charles de Gaulle, qui avait combattu Hitler et représenté une France indépendante, a dû être autorisé à participer au défilé de la victoire sur les Champs Élysées à Paris, puis un gouvernement provisoire a été formé ; il comprenait le Parti communiste, qui avait dirigé la Résistance. Mais ce gouvernement n'a jamais été reconnu par les États-Unis. La Banque mondiale, sous le président John McCloy, a accordé un prêt à la France avant même le plan Marshall, à une condition : de Gaulle et les communistes doivent être hors du gouvernement ! Le secrétaire d'État américain Byrnes, prédécesseur de Marshall, a promis un prêt de 650 millions et la livraison supplémentaire de 500 000 tonnes de charbon.

Des politiciens chrétiens laquais comme George Bidault, ami proche du président de la CDU et futur chancelier ouest-allemand Konrad Adenauer et, comme ce dernier, en contact avec le chef de la CIA Allen Dulles, sont manœuvrés pour entrer au gouvernement. De Gaulle est chassé. Le prêt est accordé. En 1948, les États-Unis ont également réarmé trois divisions françaises afin que la France puisse même agir comme une puissance occupante sérieuse dans son territoire occupé en Allemagne de l'Ouest.

L'Algérie n'était pas seulement une colonie française, mais était considérée comme faisant partie de la France, bien qu'avec un système d'apartheid raciste. Cela n'a pas du tout dérangé l'OTAN : l'Algérie a été immédiatement incluse dans la zone du traité de l'OTAN. La guerre coloniale brutale du gouvernement français s'est intensifiée. À l'indépendance, l'armée française avait tué des centaines de milliers de combattants de l'indépendance et de civils.

Dans le même temps, le gouvernement français exigeait une aide militaire contre le « *communisme* » dans la colonie d'Indochine : la République démocratique du Vietnam, proclamée en septembre 1945 par le mouvement indépendantiste vietminh sous Ho Chi Minh, devait être détruite – les États-Unis ont aidé la France avec des conseillers militaires, de la nourriture et des armements. McCloy, en tant que président de la Banque Mondiale, a également approuvé un prêt à cette fin en 1949, l'année de la création de l'OTAN.

Belgique, Pays-Bas, Luxembourg

Les trois pays du Benelux n'avaient apporté aucune contribution militaire contre l'Allemagne hitlérienne. Leurs gouvernements et leurs entreprises avaient collaboré avec les nazis pendant la guerre. Mais la Belgique et les Pays-Bas sont devenus membres de l'OTAN et ont été autorisés à entrer en Allemagne de l'Ouest en tant que forces d'occupation par la grâce des États-Unis.

McCloy a également concédé un prêt de la Banque Mondiale au Royaume des Pays-Bas en 1949, l'année de la fondation de l'OTAN, pour combattre le mouvement d'indépendance dans la colonie d'Indonésie. Contre la République d'Indonésie, établie en 1945 après l'occupation japonaise, les 145 000 militaires néerlandais ont bombardé des villes, assassiné des dizaines de milliers de résistants et d'autres habitants, et capturé le gouvernement.

Belgique

Le Royaume de Belgique a continué à tenir sa colonie riche en ressources du Congo sous le feu après 1945 avec l'approbation des États-Unis. Les États-Unis avaient obtenu de la colonie belge de l'uranium, crucial pour leurs bombes atomiques. La société minière Union Minière du Haut Katanga – dans laquelle les Rockefeller détenaient une participation – avait déjà déménagé son siège social de Bruxelles à New York en 1939.

Après 1945, la résistance anticoloniale au Congo est menée sans merci : les syndicats sont interdits, les grévistes sont fusillés ou fouettés publiquement. Plus tard, en 1961, en complicité belgo-américaine (roi Baudouin, président américain Eisenhower, CIA, collaborateurs indigènes), le premier Premier Ministre du Congo nouvellement indépendant, Patrice Lumumba, est sauvagement assassiné peu de temps après.

Portugal

Le Portugal fasciste était resté neutre pendant la guerre et était donc d'autant plus important économiquement pour l'Allemagne nazie : En tant qu'État le plus important, le Portugal fournissait du tungstène, un métal précieux crucial pour la guerre, pour la trempe de l'acier, nécessaire, par exemple, pour les canons de fusils et de canons. Au Portugal, des actions pirates et de l'or piraté ont été blanchis pour financer l'effort de guerre allemand.

Après 1945, les États-Unis ont rendu au Portugal les colonies asiatiques de Timor et de Macao, qui avaient été occupées par le Japon. Dans les colonies africaines du Mozambique et de l'Angola, les économies coloniales forcées et de plantation (café, coton) prévalaient. Le Parti communiste, la principale organisation de libération, est interdit et persécuté.

Et les États-Unis et l'OTAN peuvent désormais utiliser les îles atlantiques du Portugal, les Açores, comme bases militaires.

Petits États et plus tard membres de l'OTAN

L'Islande, une colonie danoise, avait été occupée par la Grande-Bretagne et les États-Unis en 1940. Le pays avait déclaré son indépendance au Danemark en 1944. Par conséquent, l'Islande a reçu des fonds du plan Marshall et a accepté son adhésion à l'OTAN. Le petit pays n'avait pas d'armée propre, mais servait de base aux États-Unis et à l'OTAN.

Le Danemark : Un gouvernement anti-fasciste a été formé ici après l'ère nazie. Il comprenait le parti communiste, qui avait résisté aux nazis. Ici aussi, les États-Unis, avec l'aide de la social-démocratie et du plan Marshall, ont chassé le non-alignement initialement prévu.

Dans la colonie danoise du Groenland, les États-Unis avaient déjà établi des bases militaires en 1941. Le gouvernement danois, qui s'était réservé la politique étrangère et de sécurité du Groenland, a accepté : le Groenland a été déclaré zone de défense de l'OTAN en 1951. La base militaire américaine de Thulé, au Groenland, est devenue l'une des plus grandes bases étrangères des États-Unis, servant de site d'espionnage avancé contre l'Union Soviétique, puis contre la Russie, et déterminant la politique étrangère danoise.

La Norvège : Ici, le gouvernement social-démocrate voulait rester non-aligné après l'occupation allemande. Mais avec l'aide du plan Marshall et une aide supplémentaire au réarmement, les États-Unis ont fait entrer la Norvège dans l'OTAN.

La Grèce : L'année de la fondation de l'OTAN, les bombardiers en piqué américains bombardent au napalm les positions du mouvement de libération antifasciste déjà victorieux en Grèce et équipent les militaires fidèles à la monarchie, qui avait collaboré avec les nazis. C'était le seul moyen de vaincre le mouvement de libération. Lorsque les États-Unis ont assuré un gouvernement dépendant des États-Unis ici comme dans la Turquie voisine, ils ont fait entrer les deux pays dans l'OTAN en 1952.

République Fédérale d'Allemagne : la plus grande forteresse américaine d'Europe

Les États-Unis voulaient avant tout faire entrer les zones occupées de l'ouest de l'Allemagne dans l'OTAN. Mais d'une part, cette Allemagne de l'Ouest n'est pas encore un État et d'autre part, les gouvernements français et britannique s'opposent dans un premier temps au réarmement des Allemands en raison d'une opinion publique critique dans ces deux États.

Mais peu après la fondation du nouvel État de la République Fédérale d'Allemagne (RFA), son chancelier Konrad Adenauer, aux couleurs chrétiennes, a accepté (secrètement) de réarmer en 1950. Il a fait combattre les mouvements pour la paix et la neutralité et les a qualifiés de « communistes ». Dès 1950, les États-Unis ont encouragé la production d'armes en RFA pour les besoins de la guerre contre le Mouvement populaire de libération en Corée. Les industriels ouest-allemands de l'armement ont fait pression pour l'OTAN. Et dès septembre 1950, l'OTAN a inclus la RFA dans la zone de défense de l'OTAN – cinq ans avant son adhésion officielle.

Aujourd'hui, au XXI^e siècle, aucun autre État de la planète n'accueille autant de bases militaires américaines supplémentaires que l'Allemagne de l'Ouest, membre de l'OTAN.

Les USA envahissent les colonies européennes

L'OTAN était donc une alliance contre la démocratisation post-fasciste et antifasciste en Europe et contre l'autodétermination nationale dans les colonies. Et l'État néocolonial de l'OTAN, les États-Unis, a envahi les anciennes colonies des Européens.

Dans les colonies françaises d'Indochine (Vietnam, Laos, Cambodge) et d'Afrique (une bonne douzaine de colonies, principalement de la France, puis également de la Belgique et du Portugal), il

y avait des réserves importantes de matières premières. Les entreprises américaines voulaient s'en emparer au meilleur prix possible. Sous la direction de Evan Just, l'autorité du plan Marshall à Paris a maintenu le département « *Matières premières stratégiques* ». Il explorait et inventoriait dans les colonies des puissances coloniales européennes, par exemple, le manganèse et le graphite à Madagascar ; le plomb, le cobalt et le manganèse au Maroc ; le cobalt, l'uranium et le cadmium au Congo ; l'étain au Cameroun ; le chrome et le nickel en Nouvelle-Calédonie ; le caoutchouc en Indochine ; le pétrole en Indonésie ; sans compter les diamants industriels, l'amiante, le béryllium, la tantalite et la colombite.

L'Autorité du Plan Marshall et le département d'État ont organisé des contrats d'achat de matières premières à partir de 1948, par exemple, en faveur des sociétés américaines United Steel, Bethlehem Steel et Newmont Mining. Des banques d'investissement telles que Morgan Stanley et Lazard Frères formèrent des holdings communes pour moderniser les mines dans les colonies. Pour les bombes atomiques, les États-Unis avaient besoin d'encore plus d'uranium après la guerre que pendant la guerre de toute façon.

Enfin, enfin, conquérir la Russie ? Résistance

Pour l'OTAN, la fondation ne visait pas à vaincre le « *communisme* », ce n'était qu'une étape préliminaire. Il s'agissait et il s'agit toujours de la conquête et de l'exploitation de l'Europe par les États-Unis, en particulier de la Russie, c'est-à-dire de toute l'Eurasie, de Lisbonne à Vladivostok (selon le conseiller présidentiel américain Zbigniew Brzezinski), qu'elle soit communiste ou capitaliste.

L'OTAN a été et reste une alliance qui a violé principalement et de manière permanente la Charte des Nations Unies, l'article 1 « *Autodétermination des nations* », depuis sa création. Les membres de l'OTAN – ainsi que des membres associés tels que la Suisse et l'Autriche – ont participé de diverses manières aux nombreuses guerres menées par les États-Unis dans le cadre de ce que l'on a appelé à tort la « *guerre froide* », en commençant par la guerre de Corée et plus récemment, par exemple, pendant deux décennies en Afghanistan, laissant derrière eux des pays appauvris et dévastés, avec des profits élevés pour les industries de l'armement, de l'énergie, des fournitures et des services militaires privés.

Et même sous le président Donald Trump, par ailleurs quelque peu critiqué, les partenaires européens de l'OTAN ont suivi la première puissance de l'OTAN dans l'agitation anti-russe et le réarmement pour conquérir le théâtre eurasiatique, réussissant finalement, si besoin est à nouveau par la guerre, et cette fois avec des bombes nucléaires.

Avec l'élargissement de l'OTAN vers l'est, le mensonge fondateur s'est poursuivi. L'adhésion à l'UE des anciens États socialistes a toujours suivi de quelques années l'adhésion à l'OTAN. L'UE reste un appendice de l'OTAN. Le soutien économique relatif apporté par le plan Marshall n'a apporté qu'une prospérité relative – et ce n'était qu'une concession temporaire. Il a pris fin en 1990. Depuis lors, l'UE, de concert avec les entreprises, les investisseurs et les consultants américains, a démantelé cette prospérité relative, étape par étape, d'abord en Europe de l'Est mais, au plus tard depuis la « *crise financière* » de 2008, de plus en plus rapidement dans les États « *riches* » d'Europe occidentale également.

L'enjeu est de taille. L'édifice de mensonges de l'OTAN, entretenu pendant des décennies, est plus fragile que jamais. La résistance à cet édifice doit et peut prendre une nouvelle force, sur tous les continents. La base juridico-politique a été clarifiée depuis longtemps avec le droit international des Nations Unies et les droits de l'homme des Nations Unies, qui incluent les droits du travail et les

droits sociaux. Et les écologistes peuvent encore apprendre que l'armée ne nuit pas seulement à l'environnement.

source : The Greenville Post

<https://reseauinternational.net/otan-le-mensonge-fondateur/>